



PRÉFECTURE DE LA DORDOGNE



Pôle juridique interministériel
Enquêtes publiques/ICPE
2, rue Paul Louis Courier
24016 - PERIGUEUX CEDEX
☎ 05.53.02.26.37

**ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE
relatif à l'Installation de stockage de déchets
non dangereux exploité par le SMD3 sur la
commune de
St-Laurent-des-Hommes**

SERVICES DE l'Etat en Dordogne
D.R.E.A.L. (Direction régionale de
l'environnement, de l'aménagement et du logement)
Unité territoriale de la Dordogne
☎ 05.53.02.65.80
Ref DREAL :

**LA PREFETE de la DORDOGNE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

REFERENCE A RAPPELER
N° 100604
DATE 15 AVR. 2010

- VU** le Code de l'Environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et son article R 512-31 ;
- VU** l'arrêté du 09 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux;
- VU** l'arrêté du 25 juillet 1997 modifié relatif aux installations de combustion soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 A de la nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2007 autorisant le SMD3 à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux sur la commune de St-Laurent-des-Hommes et l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 juin 2009;
- VU** la demande présentée par SMD3 le 21 janvier 2010 pour l'installation d'un dispositif de valorisation du biogaz;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 01 mars 2010;
- VU** l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques dans sa réunion du 25 mars 2010;
- VU** le projet d'arrêté porté le 1^{er} avril 2010 à la connaissance du demandeur ;

CONSIDERANT que la demande du SMD3 va dans le sens d'une meilleure utilisation du potentiel énergétique du biogaz par valorisation électrique, mais qu'il convient néanmoins d'encadrer ce dispositif de valorisation par des prescriptions visant à en maîtriser l'impact sur l'environnement et la prévention des risques accidentels ;

CONSIDERANT que les mesures spécifiées par le présent arrêté préfectoral complémentaire constituent les prescriptions techniques susvisées;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Dordogne ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

Le SMD3, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est à La Rampinolle à Coulounieix-Chamiers est tenu de respecter les dispositions suivantes du présent arrêté pour son installation située sur la commune de St-Laurent-des-Hommes.

ARTICLE 2 : INSTALLATIONS DU DISPOSITIF DE VALORISATION DU BIOGAZ

2.1. - Préliminaire

Les installations sont équipées et exploitées de manière à éviter que son fonctionnement ne puisse être à l'origine des dangers ou Inconvénients visés à l'article **L.511-1 du Code de l'Environnement** relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Ces installations sont composées de:

- de turbines à gaz d'une puissance maximale de 3045 kW thermique,
- d'un échangeur de chaleur,
- d'un transformateur,
- d'un local technique abritant le matériel de contrôle.

2.2. - Plans

Sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, l'établissement est situé et exploité conformément aux plans et descriptifs joints
Référence : « Dossier d'information pour l'installation de valorisation de biogaz ».

2.3. - Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer les installations dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords des installations, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture...).

2.4. - Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander, à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Il peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

2.5. - Hygiène et sécurité

L'exploitant doit se conformer à toutes les prescriptions législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

2.6. - Limitations des risques de pollution accidentelle

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou des sols.

L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que des produits absorbants... .

2.7. - Registre, contrôle, consignes, procédures, documents.....

Les documents justifiant du respect des dispositions du présent arrêté doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et devront être transmis à sa demande.

ARTICLE 3 : CONSIGNES

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportant explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 4 : IMPLANTATION – AMENAGEMENT DES INSTALLATIONS DE VALORISATION DE BIOGAZ

4.1. - Règles d'implantation

Les installations sont implantées de manière à prévenir tout risque d'incendie et d'explosion et à ne pas compromettre la sécurité du voisinage, intérieur et extérieur aux installations.

L'implantation des installations doit satisfaire aux distances minimales d'éloignement suivantes (les distances sont mesurées en projection horizontale par rapport aux appareils eux-mêmes) :

- a) 10 mètres des limites de propriété et des établissements recevant du public de 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} catégories, des immeubles de grande hauteur, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des voies à grande circulation ;
- b) 10 mètres des installations de stockages aériens de combustibles liquides ou gazeux destinés à l'alimentation du moteur à explosion.

Des capotages ou tout autre moyen équivalent seront prévus pour résister aux intempéries.

4.2. - Interdiction d'activités au-dessus des installations

Les installations ne doivent pas être surmontées de bâtiments occupés par des tiers, habités ou à usage de bureaux, à l'exception de locaux techniques. Elles ne doivent pas être implantées en sous-sol de ces bâtiments.

4.3. - Comportement au feu et aux explosions des bâtiments

Le local technique abritant le matériel de contrôle doit présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- matériaux de classe M0 (Incombustibles)
- couverture, parois et plancher haut incombustibles et coupe feu de degré deux heures

Le local doit être équipé en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (par exemple lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers des installations. Le cas échéant, les locaux où sont utilisés des combustibles susceptibles de provoquer une explosion sont conçus de manière à limiter les effets de l'explosion à l'extérieur du local (événements, parois de faible résistance...).

4.4. - Accessibilité

Les installations doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

Un espace suffisant doit être aménagé autour des turbines à gaz, des organes de réglage, de commande, de régulation, de contrôle et de sécurité pour permettre une exploitation normale des installations.

4.5. - Ventilation

Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosible ou nocive.

La ventilation doit assurer en permanence, y compris en cas d'arrêt des installations, notamment en cas de mise en sécurité de celles-ci, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement du moteur à explosion, au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.

4.6. - Mise à la terre des équipements

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

4.7. - Rétention des aires et locaux de travail

Les rétentions des aires où seront installés les installations et les locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doivent être étanches, incombustibles et équipés de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement. Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés, ou en cas d'impossibilité traités comme des déchets et éliminés par des filières d'élimination adaptées.

4.8. - Cuvettes de rétention

Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Les installations ne comportent pas de réservoirs fixes aériens ou enterrés (l'équipement débourbeur/déshuileur n'est pas concerné).

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 l, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 l, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 l si cette capacité excède 800 l.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimiques des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation, s'il existe, qui doit être maintenu fermé en conditions normales. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.

4.9. - Alimentation en combustible

Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.

Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, est placé à l'extérieur du local technique pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des installations. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances.

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

La coupure de l'alimentation de biogaz vers les turbines sera assurée par des vannes automatiques asservies par différents détecteurs :

- détecteur de pression placé sur la conduite d'alimentation en biogaz
- un dispositif de détection de gaz placés à l'intérieur du local technique

Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper les turbines au plus près de celui-ci.

La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectuera selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule montés à demeure, non manœuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.

Un dispositif de traitement de secours (combustion par torchère) devra permettre de pallier une avarie des installations.

4.10. - Contrôle de la combustion

Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant d'une part de contrôler leur bon fonctionnement et d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.

4.11. - Détection de gaz - Détection d'incendie

Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, doit être mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux, exploitées sans surveillance permanente ou bien implantées en sous-sol. Ce dispositif doit couper l'arrivée du combustible et interrompre l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion.

L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences de l'article 5.9. Des étalonnages sont régulièrement effectués.

Toute détection de gaz, au-delà de 40 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive.

Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.

ARTICLE 5 : EXPLOITATION DES INSTALLATIONS DE VALORISATION

5.1. - Surveillance de l'exploitation

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite des installations et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans les installations.

5.2. - Contrôle de l'accès

Les personnes étrangères à l'établissement, à l'exception de celles désignées par l'exploitant, ne doivent pas avoir l'accès libre aux installations (par exemple clôture, fermeture à clef...) nonobstant les dispositions prises en application de l'article 5.4 premier alinéa.

5.3. - Vérification périodique des installations électriques

Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

5.4. - Entretien et travaux

L'exploitant doit veiller au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz devra faire l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui sera réalisée sous la pression normale de service.

Toute intervention par point chaud sur une tuyauterie de gaz susceptible de s'accompagner d'un dégagement de gaz ne peut être engagée qu'après une purge complète de la tuyauterie concernée. A l'issue de tels travaux, une vérification de l'étanchéité de la tuyauterie doit garantir une parfaite intégrité de celle-ci. Cette vérification se fera sur la base de documents prédéfinis et de procédures écrites. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

Pour des raisons liées à la nécessité d'exploitation, ce type d'intervention pourra être effectué en dérogation au présent alinéa, sous réserve de l'accord préalable de l'inspection des installations classées.

Les soudeurs devront avoir une attestation d'aptitude professionnelle spécifique au mode d'assemblage à réaliser. Cette attestation devra être délivrée par un organisme extérieur à l'entreprise et compétent aux dispositions de l'arrêté du 16 juillet 1980.

5.5. - Conduite des installations

Les installations doivent être exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié. Il vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assure de la bonne alimentation en combustible des installations.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, l'exploitation sans surveillance humaine permanente est admise pour les turbines et la torchère de combustion du biogaz, si le mode d'exploitation assure une surveillance permanente de l'installation permettant au personnel soit d'agir à distance sur les paramètres de fonctionnement des appareils et de les mettre en sécurité en cas d'anomalies ou de défauts soit de l'informer de ces derniers afin qu'il intervienne directement sur le site.

L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.

En cas d'anomalies provoquant l'arrêt des installations, celles-ci doivent être protégées contre tout déverrouillage intempestif.

Une alarme est alors rapportée à une personne d'astreinte et toute remise en route automatique est interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation au besoin après intervention sur le site.

5.6. - Registres et connaissance des produits

L'exploitant tiendra à jour un état indiquant la quantité de biogaz consommé.

L'exploitant devra avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques du biogaz.

ARTICLE 6 : RISQUES

6.1. - Moyens de lutte contre l'incendie

Les installations de valorisation de biogaz doivent être dotées de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ceux-ci sont au minimum constitués des extincteurs portatifs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.

Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits manipulés ou stockés.

Ces moyens peuvent être complétés en fonction des dangers présentés et de la ressource en eau disponible par :

- un ou plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un, implanté à 200 m au plus près du risque, ou une réserve d'eau suffisante permettant d'alimenter, avec un débit et une pression suffisants, indépendants de ceux des appareils d'incendie, des robinets d'incendie armés ou tous autres matériels fixes ou mobiles propres au site,
- des matériels spécifiques : extincteurs adaptés au risque à défendre.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

6.2. - Emplacements présentant des risques d'explosion

Les matériels électriques, visés dans ce présent article, doivent être installés conformément à l'arrêté du 19 décembre 1988 relatif aux conditions d'installation des matériels électriques sur les emplacements présentant des risques d'explosion.

Les canalisations ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

6.3. - Interdiction des feux

Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.

6.4. - « Permis de travail » et/ou « permis de feu »

Tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis de travail » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité des installations, doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.

6.5. - Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction d'apporter du feu prévue à l'article 6.3 ;
- les conditions de délivrance des « permis de travail » et des « permis de feu » visés à l'article 6.4 ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la conduite à tenir pour procéder à l'arrêt d'urgence et à la mise en sécurité de l'installation ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc...

6.6. - Consignes d'exploitation

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires ;
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées par les installations ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux ;
- les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité.

6.7. - Information du personnel

Les consignes de sécurité et d'exploitation sont portées à la connaissance du personnel d'exploitation. Elles sont régulièrement mises à jour.

ARTICLE 7 : AIR – ODEURS

7.1. - Dispositions générales

7.1.1. L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire l'émission de polluants à l'atmosphère.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets doivent être conformes aux dispositions du présent arrêté.

L'ensemble des installations est nettoyé régulièrement et tenu dans un bon état de propreté.

L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtres, produits de neutralisation, etc...

Le brûlage à l'air libre est interdit.

7.1.2. Odeurs

Toutes dispositions sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

7.2. - Conditions de rejet

Il n'y a qu'un seul point de rejet à l'atmosphère.

L'ouvrage de rejet doit permettre une bonne diffusion des effluents dans l'atmosphère. Les rejets à l'atmosphère sont collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire d'une cheminée pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme du conduit, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, devra être conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. Le débouché de la cheminée ne doit pas comporter d'obstacles à la bonne diffusion des gaz (conduits coudés, chapeaux chinois...). La partie terminale de la cheminée pourra comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ce conduit devra être tel qu'il ne puisse à aucun moment y avoir siphonnage des effluents rejetés dans le conduit ou prises d'air avoisinants. Les contours du conduit ne devra pas présenter de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché devra être continue et lente.

Sur la canalisation de rejet d'effluents doit être prévus un point de prélèvement d'échantillons et un point de mesure conformes à la norme NFX 44052 ou similaire

Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettront de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

7.3. - Traitement des rejets atmosphériques

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être contrôlés. Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans ce registre.

La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

7.4. - Concentration des rejets

	Puissance thermique en kW	Combustible	Fréquence d'utilisation
Turbines	3045	Biogaz	Permanent

	Hauteur en m (par rapport au sol)	Vitesse minimale d'éjection en m/s
Conduit	10	25

Valeurs limites d'émission en mg/Nm ³	
Poussières	150
NO _x	225
COV non méthanique	50
CO	300

Les paramètres SO₂, HCl et HF seront également contrôlés

Les valeurs des tableaux correspondent aux conditions suivantes :

- gaz sec
- température 273 K
- pression 101,3 kPa
- 15 % de O₂

7.5. – Auto-surveillance

7.5.1. – Auto-surveillance des paramètres de l'article 7.4

Une fois par semestre, une campagne de mesures sur la composition des rejets est effectuée et communiquée à l'inspection des installations classées, afin de vérifier le respect des exigences de l'article 7.4 pour les paramètres NOx et CO. Une première campagne aura lieu six mois au plus tard après la mise en exploitation de la plateforme de valorisation du biogaz.

Une fois par an, une campagne de mesures sur la composition des rejets est effectuée par un organisme extérieur agréé et communiquée à l'inspection des installations classées, afin de vérifier le respect des exigences de tous les paramètres visés à l'article 7.4.

7.5.2. – Auto-surveillance des paramètres des biogaz en entrée

En plus des analyses de biogaz prévues par l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 juin 2009, une analyse du biogaz en entrée du dispositif de valorisation est effectuée tous les trois ans. Cette analyse porte sur les paramètres suivants :

- Cadmium (Cd), mercure (Hg) et thallium (Tl) et ses composés, Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et ses composés Plomb (Pb et ses composés)
- composés halogénés.

Cette analyse pourra être modifiée sur justification de l'exploitant.

7.5.3. – Transmissions des résultats d'auto-surveillance

Un état récapitulatif semestriel et annuel des résultats des mesures et analyses imposées aux articles ci-avant doit être adressé au plus tard dans le mois qui suit leur réalisation à l'inspection des installations classées.

Les résultats sont accompagnés en tant que besoin de commentaire sur les causes de dépassement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvres ou envisagées.

ARTICLE 8 : EAU

L'échangeur de chaleur fonctionnera en circuit fermé avec un mélange eau-glycol. Aucun stockage de glycol ne sera réalisé sur le site. Le fonctionnement des turbines ne nécessite pas d'huile hydraulique.

Les eaux pluviales, de voiries et de lavage de la plate-forme en béton étanche seront collectées et traitées avec les eaux pluviales collectées sur le site.

Les condensats générés par le dispositif de valorisation seront envoyés dans le bassin de stockage des lixiviats pour être traités en tant que tels. Les eaux de purge de l'échangeur de chaleur seront également envoyées vers le bassin de stockage des lixiviats. Tous les rejets de la plate-forme de valorisation feront l'objet d'une analyse de qualité annuelle portant sur les paramètres: MES, COT, DCO, DBO5, Azote global, Phosphore total, Phénols, Métaux totaux, Arsenic, Fluor et ses composés, CN libres, Hydrocarbures totaux, Composés Organiques Halogénés. Cette analyse est effectuée par un organisme extérieur agréé.

Les eaux d'extinction seront recueillies sur la plate forme étanche et acheminées vers le bassin de rétention des eaux pluviales doté d'un dispositif d'obturation.

ARTICLE 9 : PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS

9.1. - Construction et exploitation

L'ensemble des installations du site sont construites, équipées et exploitées de façon à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solide, ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les prescriptions suivantes sont applicables à l'installation :

- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

9.2. - Niveaux acoustiques

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau ci-dessous.

Point de mesure	Niveaux limites admissibles de bruit en dB (A)	
	Période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Limite de propriété En exploitation	70	60

Les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB (A)	4 dB (A)
supérieure à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

9.3. - Contrôles

L'inspecteur des installations classées peut demander que des contrôles ponctuels ou une surveillance périodique de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

Un contrôle mené dans les conditions précédemment évoquées aura lieu au plus tard 12 mois après la mise en service de la plate-forme de valorisation du biogaz puis à une fréquence triennale.

L'inspecteur des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 10 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté peut être contesté devant le Tribunal Administratif de Bordeaux :

- 1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
- 2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des Immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 11 : NOTIFICATION et AFFICHAGE

Le présent arrêté sera notifié au SMD3.

Une copie de ce document sera transmise au maire de la commune de Saint Laurent des Hommes qui le déposera aux archives de la commune et pourra le communiquer à toute personne intéressée.

Un affichage en mairie sera également effectué pour une durée minimale d'un mois.

L'accomplissement de ces formalités fera l'objet d'une attestation établie par le maire et transmise à la préfecture de la Dordogne (mission ICPE/enquêtes publiques).

ARTICLE 12 : PUBLICATION

Un avis sera inséré, par les services de la préfecture, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans le département.

Une copie de l'arrêté doit être affichée dans l'installation par le bénéficiaire de l'autorisation, en permanence et de façon visible.

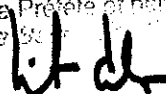
ARTICLE 13 : EXECUTION

- M. le Secrétaire Général de la préfecture de la Dordogne,
- M. le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et MM. les inspecteurs des installations classées placés sous son autorité,
- M. le Maire de la commune de St-Laurent-des-Hommes.

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Périgueux, le **15 AVR. 2010**

La Préfète
Pour la Préfète et par délégation,
le Sec



Benoist DELAGE